

Grand Paris Express : Huchon évoque un surcoût de 10 milliards d'euros

Publié le 04.12.2012



Le président PS de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, a évoqué mardi un surcoût de 10 milliards d'euros pour le projet de supermétro automatique Grand Paris Express.

| AFP

Le projet de supermétro automatique Grand Paris Express pourrait accuser un surcoût colossal. Mardi, le président PS de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, a évoqué une somme de 10 milliards d'euros, une estimation qui prépare le terrain à l'annonce par le gouvernement d'un étalement des travaux en ces temps de crise.

Un surcoût connu dès le début

«Bien sûr qu'on sait que cette opération sera fatalement plus coûteuse, on le sait depuis le début», a déclaré Huchon, lors de son audition devant la commission du Développement durable de l'Assemblée nationale mardi. Selon lui, son coût

«risque d'être de l'ordre de 30 milliards au lieu de 20 milliards» prévus dans l'accord-cadre signé en janvier 2011 entre la région et l'Etat pour ce projet voulu par l'ancien président Nicolas Sarkozy.

Selon Jean-Paul Huchon, «une grande partie» de ce qui pourrait expliquer ce surcoût «sont les interconnexions, les nouvelles gares», au nombre de 72 pour rythmer les 200 km de nouvelles lignes en rocade autour de Paris. Egalement président du Stif, l'autorité organisatrice de transports en Ile-de-France qui a en charge la maîtrise d'ouvrage d'une partie du projet, Jean-Paul Huchon a aussi mis en cause la Société du Grand Paris (SGP), la structure ad hoc créée par le gouvernement Fillon. «Il semble qu'il y ait eu une erreur dans les calculs de la SGP, c'est qu'ils n'ont compté que leur participation et pas le montant total des travaux», a déclaré M. Huchon.

Le dilemme de Cécile Duflot

«Si ce que dit Jean-Paul Huchon est vrai, cela vient plutôt confirmer des inquiétudes qu'avait Cécile Duflot, et ce depuis un moment», a déclaré l'entourage de la ministre de l'Egalité des territoires en charge du Grand Paris. Cette dernière a mandaté Pascal Auzannet, ancien de la RATP, pour rédiger un rapport qui doit faire le point sur le coût estimé de ce projet majeur d'infrastructures de transports. Il doit permettre au gouvernement de décider de l'étalement des travaux en fonction des besoins des populations.

Opposante au projet quand elle était chef de file des écologistes au conseil régional d'Ile-de-France en dénonçant un coût sous-estimé, Mme Duflot a désormais la charge de ce projet structurant de la région capitale. Elle n'a eu de cesse de dire que l'Etat poursuivrait ce chantier de supermétro, qui doit voir le jour à l'horizon 2025.

Le Grand Paris Express est destiné à désengorger un réseau vieillissant, saturé et passant systématiquement par le centre de la capitale.

LeParisien.fr